



La destruction de l'Afghanistan

Par [Matin Baraki](#)

Mondialisation.ca, 22 août 2007

[Horizons et débats, No 32, 20 août 2007](#) 22 août 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

La destruction des structures étatiques de l'Afghanistan a déjà débuté en 1979. L'ancien directeur de la CIA et actuel ministre américain de la Défense Robert Gates écrit, dans ses mémoires, que les services de renseignements américains ont déjà commencé à soutenir les islamistes afghans six mois avant l'intervention soviétique fin 1979. Le conseiller à la Sécurité du président américain Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, confirmait également que celui-ci avait signé le 3 juillet 1979 la première directive sur le soutien secret de l'opposition islamique contre le régime de Kaboul.(1) Ensuite a eu lieu l'intervention soviétique et de cette manière le conflit afghan s'est internationalisé. Il ne s'agissait plus en premier lieu de l'Afghanistan mais de faire du pays un Vietnam pour l'URSS. L'Afghanistan a été victime de cette stratégie. Près de 30 ans plus tard, il n'y a pas de fin prévisible à la tragédie afghane.

Après l'expulsion des Talibans en 2001, il existait une chance réelle de reconstruire l'Etat afghan. Encore pendant la guerre menée par les USA contre l'Afghanistan, une conférence internationale a eu lieu sous l'égide formelle de l'ONU en 2001 au cours de laquelle le fondement du statut futur du pays a été édifié.(2) Ce n'est pas en Afghanistan par les Afghans mais à Petersberg près de Bonn que l'itinéraire a été tracé et qu'un gouvernement a été formé sous la pression des représentants américains présents, qui étaient plus de 20, avec la participation de trois islamistes et d'un groupe monarchiste. Hamid Karsai, qui avait entretenu des relations étroites avec la CIA depuis le début de la guerre civile afghane et qui se trouvait sur un bateau de guerre américain dans l'océan Indien, a été nommé président intermédiaire. Comme ce gouvernement n'avait ni légitimité ni soutien en Afghanistan, il a – selon le modèle colonial – été accompagné à Kaboul par une «troupe de protection», la «Force internationale d'assistance à la sécurité» (FIAS) – formée par des soldats issus avant tout des Etats de l'OTAN – et a aussi été protégé sur place par cette troupe. Petersberg était une conception néoconservative.

«L'Afghanistan ouvre le chemin aux interventions internationales de la Bundeswehr»

Les Allemands ont participé à l'instrumentalisation de l'Afghanistan et ouvert le chemin pour des interventions internationales. Comme dans le passé, une «solution militaire» du conflit a été favorisée. L'Afghanistan est, lors, depuis devenu une véritable place d'entraînement des USA et de l'OTAN où les nouvelles armes, parmi lesquelles des armes interdites par le droit international, et la capacité d'intervention des soldats sont testées.

Les élections – «une action américaine grossière»

Le peuple afghan a été mis ainsi devant un fait accompli. Sur la base de la feuille de route

de Petersberg, plusieurs processus électoraux ont été effectués entre 2002 et 2005. En décembre 2001, Karsai a pris ses fonctions en tant que Premier ministre et a été ensuite élu en juin 2002 lors d'une Loya Djirga (assemblée du conseil), où 24 voix de plus que le nombre de députés présents ont été données.(3) A l'entrée de la tente électorale, les représentants ont été forcés par des ministres et des gouverneurs à signer qu'ils allaient voter pour Karsai.(4)

Préalablement à ces élections, les USA ont dépensé 10 millions de dollars pour lui acheter des voix. Début janvier 2004, une constitution a été adoptée lors d'une autre Loya Djirga et l'Afghanistan a été proclamé République islamique. En 2004, les élections présidentielles ainsi que les élections parlementaires ont été organisées, durant lesquelles la menace, la violence, le meurtre et l'achat de voix était de règle. Le «New York Times» a décrit la manière dont ces élections ont eu lieu, soit comme «une action américaine grossière».(5) Lors de toutes ces activités, la communauté internationale était présente: Les Nations Unies avec leur envoyé pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, l'Union européenne avec son représentant, le diplomate espagnol Francesc Vendrell, et les Etats-Unis comme acteur principal avec leur ambassadeur Zalmay Khalitzad. Toutes les résolutions décisives ont été prises soit par le bureau de Karsai soit par l'ambassade américaine. Aussi bien les représentants de l'ONU que ceux de l'UE se sont laissés instrumentaliser par les USA et ont fait un signe de tête approbateur. De cette manière, ils ont perdu leur neutralité et leur crédibilité. Il était donc logique, que l'OTAN, lors de son sommet du 28 juin 2004 à Istanbul, ait décidé de déposséder la «troupe de protection» FIAS de ses pouvoirs, respectivement de la subordonner à son propre commandement. Selon un plan élaboré au quartier général de l'OTAN, le pays a été divisé entre les occupants en quatre secteurs à peu près égaux en grandeur.(6) Ainsi, la fonction de surveillance de l'ONU, la souveraineté et l'indépendance de l'Afghanistan ont été pratiquement abolies.

Les USA et l'OTAN prévoient de rester longtemps dans le pays

Cette humiliation des Afghans est la base de la résistance grandissante. Tant que l'occupation militaire et la manipulation par l'étranger dureront, aucune paix, aucune reconstruction et aucune solution civile au conflit ne sera possible en Afghanistan. Comme les USA et l'OTAN prévoient de rester très longtemps dans le pays, ils ont créé pour cela des conditions politiques et militaires correspondantes. Avant même les élections parlementaires, Karsai avait convoqué une prétendue «conférence nationale» où 100 personnes de son entourage se sont rassemblées. Elles lui ont donné le pouvoir de conclure un contrat avec les USA sur la base duquel les troupes états-uniennes pouvaient rester pour un temps indéterminé en Afghanistan.

Le cabinet de Kaboul composé à 50% d'Afghans américains

Est-ce que l'Afghanistan a un gouvernement souverain et indépendant? Le cabinet actuel de Kaboul comprend plus de 50% d'Afghans américains, le reste sont des Euro-afghans et quelques «Warlords» complaisants. En plus, il y a les conseillers américains, qui sont présents, sans exception, dans tous les ministères et qui ont un pouvoir décisionnel.

Le 11 septembre 2001 est devenu le motif de la guerre contre l'Afghanistan, bien que celle-ci ait été planifiée de longue date, car déjà en juin 2001 l'administration Bush en avait informé le Pakistan, son partenaire régional, comme l'a confirmé l'ancien ministre des Affaires étrangères du *Pakistan Naiz Naik*.(7) Fin septembre 2006, l'ancien président américain Bill Clinton se vantait d'avoir aussi planifié une telle guerre contre

l'Afghanistan.(8) Sous l'égide formelle de l'ONU, le pays a été dégradé à l'état de protectorat soumis à la communauté internationale. Depuis le début des années 90, la «fiducie»(9) et le «protectorat libéral», qu'on désigne également par «impérialisme libéral» sont utilisés de l'extérieur comme moyen de propagande en prétendant qu'ils sont une chance pour le «nation-building» et la démocratisation. Les «*failing states*» (Etats défailants) doivent être placés pour un certain temps sous l'administration internationale et l'on défend la cause d'un «nouvel interventionnisme» des pouvoirs occidentaux avec un mandat militaire «robuste».(10)

En Afghanistan, cette «théorie» a été mise en pratique. Comme la communauté internationale est constituée en grande partie par les pays de l'OTAN sous contrôle américain, elle a elle-même des préjugés et est partielle. Elle ne peut pas résoudre les problèmes du pays – au contraire, elle est devenue une part du problème. Puisque l'ONU a contribué de manière essentielle à la création du protectorat et s'est ainsi discréditée, elle ne peut plus prendre une fonction de direction adéquate et crédible.

Comme les protectorats sont en fait des colonies, les problèmes ne peuvent dans le meilleur des cas qu'être déplacés, dans le pire des cas ils s'aggravent. Comme on le voit pour l'Afghanistan, on n'arrive à aucune solution.

99% de l'ensemble des marchandises sur le marché afghan sont des importations

C'est justement à cause du statut de protectorat que l'économie afghane a été détruite. Comme le ministre de l'Economie à Kaboul, Mohammad Amin Fehrang, l'a déclaré, 99% de l'ensemble des marchandises sur le marché afghan sont des importations. Toute chance de développement est ôtée à l'économie indigène. Comme les barons de l'héroïne sont intégrés dans l'appareil étatique, ils utilisent le «boom économique» pour laver leur argent sale. Ils investissent seulement dans le secteur du luxe – hôtels, maisons et produits alimentaires – pour le besoin des étrangers solvables. Une reconstruction pour les couches plus larges de la population n'a pas lieu. Le taux de chômage s'élève à environ 70% (11), à certains endroits, avant tout dans l'Est et le Sud, jusqu'à 90%. Là, déjà 80% de la population sympathisent avec les Talibans.(12) Les habitants d'un village au Sud du pays ont déclaré qu'on leur avait promis des paysages florissants; maintenant, ils se rendent compte que depuis presque six ans l'Occident «raconte un tas de mensonge et fait de fausses promesses».(13) Le programme de retour au pays pour les réfugiés afghans, soutenu avec des millions de dollars par l'ONU, est voué à l'échec parce que ceux-ci ne trouvent ni travail ni logis. Les 50 000 combattants des meneurs de guerre, libérés dans le cadre de la démobilisation, s'ajoutent non seulement à l'armée des chômeurs, mais sont devenus un facteur de déstabilisation, de criminalité et de troubles. Comme ils ne peuvent pas trouver d'occupation rémunérée, soit ils retournent vers leurs meneurs de guerre, soit ils rejoignent les Talibans ou Al Kaida. La situation de sécurité n'a jamais été aussi mauvaise que depuis la chute du régime des Talibans. Les puissances occupantes réagissent par des bombardements massifs et sans égards. Les victimes sont des milliers de personnes civiles, des femmes et enfants, de simples villageois.

La population va de plus en plus mal. Même à Kaboul, ni l'approvisionnement en eau ni en électricité ne fonctionne. A cause de la situation sanitaire catastrophique, des épidémies de choléra répétées se déclarent pendant les mois d'été. Seulement une petite minorité peut se permettre des soins médicaux adéquats. Certes, le traitement dans les hôpitaux publics

est officiellement gratuit mais sans bakchichs, il n'y a rien à faire. Le prix des loyers en ville sont devenus exorbitants, même pour les personnes qui ont du travail.

La solution pour la pacification de l'Afghanistan serait la formation d'un gouvernement représentatif

Il existait une alternative à cet itinéraire erroné, déjà tracé à Petersberg, pourtant elle n'a jamais été discutée. Le seul et meilleur chemin praticable pour la pacification de l'Afghanistan aurait été la formation d'un gouvernement représentatif dans le pays et pas dans un endroit éloigné, quelque part à l'étranger. Les élections pour une Loya Djirga auraient dû être pratiquées sous le contrôle très sévère, non pas de la «communauté internationale» mais des Etats non-alignés, de la conférence des Etats islamiques, des syndicats internationaux, des organisations pacifiques et de femmes et lors de cette assemblée représentative, un gouvernement provisoire et des commissions pour l'élaboration d'une constitution ainsi que des lois concernant les partis et les élections auraient dû être élus. Je suis persuadé qu'un tel procédé aurait donné des résultats tout autres que ceux d'aujourd'hui découlant de Petersberg. Un gouvernement, élu par le peuple, aurait également peu à craindre à Kaboul. Dans le pire des cas, on aurait pu, si une protection militaire avait été nécessaire à court terme, la demander auprès des Etats proches du pays comme les Etats non-alignés et les Etats islamiques. Comme on le sait, l'Afghanistan appartient à ses membres fondateurs.(14) Ainsi, on aurait coupé l'herbe sous les pieds des Islamistes, car l'Afghanistan ne serait pas occupé par les «chrétiens sans foi» et le «grand Satan». Ce choix alternatif était dès le départ, indésirable. Même aujourd'hui, il n'est toujours pas trop tard, de suivre ce chemin et de corriger les erreurs de Petersberg.

Les ONG font fonction de gouvernement de substitution et détruisent l'économie afghane

Une reconstruction durable, qui serait un combat contre la faim et qui profiterait à tous les Afghans, doit avoir priorité. Les milliards de dollars, promis au pays lors de diverses conférences internationales par les pays donateurs, déposés sur un compte spécial de la Banque mondiale, retournent dans les poches des pays donateurs en passant d'abord par les 2500 «Organisations non-gouvernementales» (ONG) stationnées à Kaboul et dotées de tous les pouvoirs et qui «trop souvent travaillent l'une contre l'autre au lieu d'œuvrer main dans la main».(15) Les ONG font fonction en fait de gouvernement de substitution et détruisent encore davantage l'économie afghane. Les entreprises indigènes obtiennent d'elles très peu de commandes. L'Afghan français, Ramazan Bachardoust, naïf et plein d'énergie, a été délégué à Kaboul selon le vœu du gouvernement français et nommé par Karsai ministre de la Planification. Lorsqu'il a voulu dévoiler les machinations des ONG – qu'il «désigne comme le nouvel al-kaida en Afghanistan»(16) – il a été congédié par Karsai.(17)

La perspective économique de l'Afghanistan repose dans le découplage des structures économiques quasi-coloniales et dans une orientation vers une coopération régionale avec les pays voisins plus développés au niveau industriel, notamment l'Inde, la Chine, l'Iran et le Pakistan, ainsi que dans une coopération avec les pays du Sud.

En tant que protectorat soumis à l'OTAN, l'Afghanistan n'a pas de perspective politique ni économique, encore moins un avenir pacifique. De plus, la «solution militaire» favorisée par l'OTAN ne peut se faire. Même si elle existait, elle serait un «avaleur de ressources» gigantesque et elle se trouverait en désaccord éclatant avec une solution politique. Depuis 2002, 82,5 milliards de dollars ont été dépensés en Afghanistan pour la guerre, contre

seulement 7,3 milliards pour la reconstruction. «Ainsi les dépenses militaires dépassent de 900% les dépenses accordées à l'aide.»(18) La supériorité de l'OTAN concernant la technique des armes en Afghanistan a conduit à une barbarisation de la guerre.

L'élite afghane s'est déjà vendue à divers degrés aux puissances occupantes. Les fondations internationales sont vraiment à la recherche de l'intelligentsia politique qui se laisse acheter. Ainsi, le «*National Democratic Institute for International Affairs*» (Institut national démocratique pour les Affaires internationales) de l'ancienne ministre des Affaires étrangères Madeleine Albright s'est chargé des parlementaires de Kaboul ayant un passé de gauche. A l'exception de la Rosa-Luxemburg-Stiftung (fondation Rosa Luxembourg), toutes les autres fondations allemandes liées aux partis politiques ont leurs activités à Kaboul.

Un proverbe afghan dit: «L'arbre dit à la hache, si ton manche n'était une partie de moi, tu n'aurais pas pu m'abattre.» Les USA essaient maintenant de vaincre les peuples avec leurs propres armes. Nous vivons maintenant «dans un monde, où la soumission est considérée comme vertu ou du moins comme une preuve de talent, dans un monde où est loué ce qui ne se vend pas», comme l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano l'a constaté.

Les néoconservateurs se trouvent devant les ruines de leur doctrine militaire. En Afghanistan, les puissances impériales n'ont pu dans le passé remporter aucune victoire. Les nouvelles puissances ne pourront pas non plus s'établir durablement dans l'Hindou Kouch. Il est grand temps que l'Occident remette en question sa stratégie pour préserver l'Afghanistan contre la spirale de la violence incontrôlée.

Traduction: Horizons et débats

1 Cf. Les Révélations d'un Ancien Conseiller de Carter, «Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes ...», ds. «Le Nouvel Observateur»

15-21/1/1998, p. 76.

2 Baraki, Matin: Afghanistan nach «Petersberg», in: Blätter für deutsche und internationale Politik, Bonn, 47e année, 2002, N° 2, p. 147-150.

3 Cf. «Karsai fordert Einigkeit und Opferbereitschaft», ds. «Frankfurter Rundschau», 14/6/2002, p. 2.

4 Cf. Pohly, Michael: Am Anfang war der Wahlbetrug, in: Bedrohte-Völker-Pogrom, Göttingen, N° 218 (2/2003), p. 8.
www.gfbv.de/dokus/dossiers/afghanistan/pohly_pog218.htm .

5 Cité d'après: Paasch, Rolf: Stunde der Strippenzieher, ds.: «Frankfurter Rundschau», 19/6/02, p. 3.

6 Cf. Nato hofft auf baldige Ausweitung von Isaf,

ds: «Frankfurter Allgemeine Zeitung», 29/10/04, p. 7.

7 Cf. Hahn, Dorothea: Vergebliche Suche nach der «goldenen Brücke», in: «TAZ»,

3-4/11/01

8 Cf. Leyendecker, Hans: «Ich habe es versucht»,

ds.: «Süddeutsche Zeitung», 25/9/06, p. 2.

9 Ulrich Menzel de l'Université de Braunschweig est un fervent partisan de cette «théorie».

10 Cette «théorie» est défendue par le Professeur Menzel de l'Université technique de Braunschweig et par le Professeur Franz Nuscheler de l'Université de Duisbourg.

11 Lüders, Michael: Nur die Milliarden aus dem Ausland halten Karsai an der Macht, ds: «Frankfurter Rundschau», 24/4/06, p. 6.

12 Cf. Möllhoff, Christine: «Westen hat in Afghanistan versagt», ds. «Frankfurter Rundschau», 14/9/06.

13 op. cit.

14 D'autres membres fondateurs des Etats non-alignés étaient l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie et la République Fédérale de Yougoslavie.

15 Fischer, Karen: Afghanistan kommt nicht zur Ruhe, ds. Hintergrund Politik, Deutschlandfunk, 26/6/06, 18h40.

16 Busse, Nikolas: Böse Blicke, ds. «Frankfurter Allgemeine Zeitung», 4/6/05, p. 3.

17 Cf. Koelbl, Susanne: Versickernde Milliarden,

ds.: Der Spiegel, N° 13, 26/3/05, p. 117.

18 Möllhoff, Christine: «Westen hat in Afghanistan versagt», op. cit.

Matin Baraki, docteur en philosophie, né en 1947 en Afghanistan, a travaillé dans ce pays en tant qu'enseignant, avant de venir en Allemagne. Aujourd'hui, il est spécialiste de l'Afghanistan et rapporteur en politique du développement, ainsi que chargé d'enseignement de la politique internationale à l'Université Philipps de Marburg.

La source originale de cet article est [Horizons et débats, No 32, 20 août 2007](#)

Copyright © [Matin Baraki](#), [Horizons et débats, No 32, 20 août 2007](#), 2007

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca